

ETUDES D'IMPACT : LE CAS DE MIDE – PEROU

Aperçu

- Présentation de MIDE
- L'étude d'impact
- Les indicateurs de mesure de la pauvreté
- L'impact du MIDE
- Quelques illustrations
- Le coût de l'intervention
- Critères de réussite

Introduction

Cette édition de "Zoom microfinance" va porter sur une étude d'impact réalisée par l'organisme Microcredito para el desarrollo (Microcrédit pour le développement), MIDE, dans le département de Cusco au Pérou.

Cette réflexion sur l'impact nous paraît intéressante à partager dans un contexte où on met en question à la fois le rôle de la microfinance dans la lutte contre la pauvreté et le fait qu'il est possible de toucher réellement les plus pauvres à travers le microcrédit.

Au-delà des réflexions théoriques, les responsables de MIDE se sont engagés dans un travail en profondeur sur ces questions en veillant à associer les bénéficiaires des programmes mis en œuvre.

Présentation de MIDE

Contexte de travail

La majeure partie du champ de travail de MIDE concerne des zones classées parmi les plus pauvres du Pérou. En l'occurrence des zones d'altitude dont les sols sont érodés ; la population y est essentiellement indigène, d'origine quechua, et est structurée en communautés paysannes.

Les producteurs ont accès à des terres souvent mal situées et l'exploitation familiale répond dès lors à une logique de diversification du risque : outre l'agriculture se développent un peu d'élevage extensif, de l'artisanat, du petit commerce, de la prestation de services et un travail saisonnier en dehors de l'exploitation.

Les activités non agricoles permettent un revenu à la fois plus stable et mieux étalé dans le temps. Les femmes jouent un rôle majeur dans le développement de ces activités, en particulier concernant le petit commerce, l'élevage et l'artisanat.

Les producteurs sont liés à un réseau de marchés locaux ruraux hebdomadaires et annuels qui, en raison de l'isolement de la région, se posent comme le principal lieu d'échange et de transaction. L'achat et la vente de bétail constituent quantitativement l'activité économique la plus significative.

Activités et mission

MIDE est une institution de micro-crédit basée à Izcuchaqua, à proximité de la ville de Cusco. Elle présente la particularité de compter parmi ses clients 98% de femmes. Le montant moyen des premiers crédits accordés

est généralement très faible, inférieur à l'équivalent de 100 dollars.

Actuellement, MIDE dispose de 6 agences qui desservent environ 2500 clients. Le portefeuille de crédits est de l'ordre de 250 000 dollars. MIDE réussit à limiter les retards de remboursement à des taux performants : 1,94% en retard à moins de 30 jours ; 5,9% en retard à plus de 30 jours. Dans le cadre de son activité, MIDE accorde une importance particulière à la promotion du rôle de la femme au niveau de la famille et de la communauté paysanne.

Cet élément fait d'ailleurs partie intégrante de la mission que s'est assignée MIDE : être une entité spécialisée dans l'octroi de services financiers dans les zones rurales et urbaines du sud du Pérou. Ces services doivent être de qualité, efficaces et durables. Ils sont mis à la disposition de la population la plus pauvre, en particulier des femmes. MIDE recherche la satisfaction des besoins des clients en garantissant le développement de leurs capacités d'initiatives économiques.

Les ressources dont dispose MIDE sont limitées et presque toutes "payantes" (en moyenne à un coût de 7% par an en dollars) et son patrimoine ne constitue que 7,22% du total de bilan. En 2001, MIDE a bénéficié d'une garantie de 90 000 dollars émise par SOS Faim dans le cadre d'un prêt de 135 000 dollars obtenu auprès de ETIMOS (Italie).

Produits financiers

MIDE offre 4 types de produits financiers à ses clients.

■ Les prêts à des associations

Une visite de promotion a lieu dans la communauté concernée : un travail de

préqualification des clientes est réalisé au sein de la communauté ; des commissions de 15 personnes divisées en groupes solidaires de 4 à 5 membres sont mises sur pied en fonction des affinités entre clientes. L'ensemble des membres d'une commission se rend ensuite à l'agence locale de MIDE pour remplir les demandes. Lors de cette visite, MIDE explique clairement l'origine des fonds qui seront prêtés et la destination des intérêts qui seront perçus. Après validation par un comité de crédit interne à MIDE, les prêts sont débloqués dans un délai maximal de 8 jours. Le taux d'intérêt est de 4% par mois en monnaie locale. En outre une commission équivalente à 1,5 euro est payée pour chaque crédit.

■ Les prêts à des groupes solidaires

La même méthodologie que celle déployée pour les prêts à des associations est d'application pour les prêts à des groupes solidaires. La seule différence réside dans l'organisation d'une visite à domicile permettant de vérifier l'existence des garanties matérielles offertes.

■ Le crédit "CHIUSPA"

Ce crédit, d'un an, est accordé à un groupe de 15 à 20 personnes représenté par un conseil d'administration. La condition d'octroi est qu'une épargne semence préalable ait été constituée (20 soles, soit 6,2 euros par femme). L'épargne et le crédit MIDE sont redistribués aux membres pour des périodes de 4 mois à un taux légèrement supérieur à celui de MIDE. En fin de période, le crédit est remboursé, l'épargne est restituée et les bénéficiaires sont répartis entre les membres.

■ Le crédit aux microentrepreneurs

Le crédit aux microentrepreneurs est délivré dans le cadre d'une approche

plus globale, avec des intervenants venant en appui à la commercialisation. Cette approche est limitée au secteur de la transformation de produits agroalimentaires et les montants octroyés sont plus importants (supérieurs à 1000 dollars).

L'étude d'impact

Une étude d'impact doit, préalablement à l'établissement de toute mesure, définir précisément l'objet de l'impact que l'on souhaite évaluer ; là réside évidemment une question importante qui traduira la vision que les intervenants ont de leur rôle.

Dans le cadre de sa mission, MIDE prétend travailler sur deux aspects fondamentaux : la pauvreté et les inégalités femmes-hommes. Termes qu'il fallut donc définir avec les cadres de MIDE et la population : qu'entend-on par pauvreté et par inégalité entre femmes et hommes ?

La pauvreté a été définie comme suit : une capacité limitée d'accès et de prise de décision par rapport aux biens, services et ressources dans des domaines aussi divers que la production, l'investissement ou la santé. Cette faible capacité de décision a à son tour un impact sur le niveau d'éducation, le taux d'activité économique, la participation aux marchés, les conditions et le niveau de vie.

Cette capacité de décision se révèle encore plus faible chez les femmes et est renforcée par le schéma social dominant dans les communautés : c'est ainsi qu'en général les femmes ne sont pas propriétaires de la terre, ne représentent pas leur famille dans la communauté (sauf en l'absence du mari),

vont moins longtemps à l'école et subissent une violence verbale voire physique de la part des hommes.

En s'adressant aux femmes, le crédit peut donc clairement jouer un rôle sur certains aspects liés à la pauvreté. Cette influence sera d'autant plus large dans le cas de programmes de crédits qualifiés d'intégraux, c'est-à-dire intégrant dans leur conception les autres facteurs de l'environnement social de la clientèle, par opposition à une approche dite minimaliste, qui se concentre sur les aspects financiers.

MIDE a clairement opté pour une approche intégrale ; spécialisé dans les services financiers, il veille cependant aux articulations avec des institutions spécialisées en formation ou sur l'appui aux activités de production/commercialisation, par le biais d'alliances stratégiques.

Les indicateurs de mesure de la pauvreté

Quatorze éléments ont été énumérés : l'accès à la terre et la possession de bétail ; l'accès à l'éducation ; les activités économiques et les marchés ; la valorisation du travail productif ; le niveau de représentation de la femme dans l'organisation communautaire ; la capacité de négociation des organisations féminines ; la violence domestique ; l'estime de soi ; le planning familial ; le nombre d'enfants ; la situation nutritionnelle des enfants ; le niveau d'alcoolisme dans la famille ; les conditions d'habitat ; l'utilisation du crédit octroyé.

Trois catégories de pauvreté ont été identifiées sur base de ces critères.

► L'extrême pauvreté

La famille ne possède ni terre ni bétail. Sa participation aux foires et marchés agricoles est minime ; elle n'y vend que des produits avec une faible valeur ajoutée. Le revenu monétaire annuel familial est de 57 euros. Les enfants abandonnent généralement l'école par manque d'argent. La violence et l'alcoolisme sont fréquents. L'habitation est en briques de terre, sans séparation des pièces, et les personnes dorment souvent à même le sol dans de mauvaises conditions d'hygiène. Il y a 8 ou 9 enfants par famille.

► La forte pauvreté

La famille possède entre 1/3 d'hectare et un hectare, ainsi que du petit bétail. Le revenu moyen annuel s'élève à 120 euros. La violence familiale est également fréquente. Les enfants sont inscrits à l'école mais, souvent, seul l'un des enfants (un garçon) termine le cycle scolaire. On compte 6 à 8 enfants par famille.

► La pauvreté

La famille dispose d'une parcelle de plus d'un hectare, élève en général 4 ou 5 vaches et a une activité artisanale complémentaire. La famille participe aux foires locales et a réussi à accumuler un capital de 450 euros environ grâce à ses revenus. Garçons et filles fréquentent l'école primaire et la terminent, pour la plupart. On note moins de problèmes de violence et d'alcoolisme.

L'impact de MIDE

Sur base d'un échantillon de 5 communautés, on peut observer la couverture de services suivante : MIDE touche 36% des pauvres, 39,1% des très pauvres et 23,7% des extrêmement pauvres.

La clientèle de MIDE dans ces mêmes communautés compte 44% de pauvres, 36% de très pauvres et seulement 5% d'extrêmement pauvres.

► Les changements observés

Sur base d'une enquête auprès de 136 clientes ayant bénéficié de 3 à 5 crédits, l'évolution de différents indicateurs a été étudiée.

Nous présentons quelques éléments significatifs.

► La possession de bétail :

On observe que les pauvres ont réussi en 5 ans à se capitaliser légèrement (moyenne de 4 à 5 têtes de bétail). Les très pauvres se sont maintenus alors que les plus pauvres qui avaient acquis une tête de bétail grâce à l'accès au crédit n'ont pas réussi à la garder et se sont en réalité décapitalisés.

► L'accès à l'éducation :

Dans ce domaine, on constate une évolution positive quelle que soit la catégorie de population : ainsi le nombre moyen d'années de fréquentation de l'école a augmenté de 3,7 à 4,4 pour les garçons et de 3,3 à 4 pour les filles.

► L'activité productive pratiquée :

Au départ de la période observée, les plus pauvres investissaient 100% des crédits dans l'activité agricole. En fin de période, on observe une diversification significative vers le petit commerce de denrées de première nécessité et l'achat et la vente de bétail. Cet élément est un signal important en termes de stratégie familiale : la diversification réduit en effet la vulnérabilité de la famille par rapport à la terre et à l'activité agricole. Cette diversification se produit parallèlement à une augmentation du montant moyen du crédit : de 126 dollars à 265 dollars sur base de

l'estimation de la capacité de remboursement de la famille.

► Processus d'accumulation :

La diversification des activités financées par le crédit est bien réelle. Néanmoins, peu d'activités de transformation produisant une importante valeur ajoutée apparaissent. Une large majorité des crédits continue à concerner des activités de survie et, en cas de succès, la capacité d'accumulation apparaît généralement seulement entre le troisième et le cinquième crédit. Dans cette hypothèse, le crédit est destiné souvent à l'acquisition et l'engraissement de bétail (58%). Les clientes accédant à cette capitalisation demandent généralement à MIDE de pouvoir accéder à d'autres formes de services financiers, comme l'épargne.

Selon les clientes, outre l'accès au crédit, d'autres facteurs favorisent le processus d'accumulation : la reconnaissance familiale, la maîtrise technique de l'activité et la localisation favorable. À l'inverse, le manque de régulation des marchés, leur saturation et le manque d'analyse de la concurrence constituent des freins au processus d'accumulation.

► Frictions entre hommes et femmes :

Sur base des témoignages recueillis, on peut affirmer que la réduction des tensions dues au manque d'argent ont contribué, dans les couches les plus pauvres, à une réduction de la violence exercée contre les femmes et les enfants.

En outre, l'expérience progressivement acquise va de pair avec l'augmentation de l'indépendance de la femme dans la prise de décision pour le crédit.

Quelques illustrations

Souvent, quand l'on parle de crédit, on parle de ratios, d'indicateurs financiers, de taux de remboursement, etc.

Il n'est pas question ici de remettre en question la nécessité que le service financier soit durable. De notre point de vue, la durabilité doit aussi être vue du point de vue du client du système microfinancier. Il ne faut pas oublier que derrière les statistiques se cachent des histoires de vie, des familles, des hommes et des femmes. Voici quelques parcours, des réussites mais aussi des difficultés.

► La réussite de Felicitas

Felicitas a bénéficié de 5 crédits consécutifs. Le dernier crédit se montait à 450 dollars. Au départ, l'emprunt lui a permis de développer un petit élevage : elle achetait de tout jeunes agneaux et les élevait pour les revendre ensuite quatre à cinq fois plus cher.

Le deuxième crédit lui a permis de créer une activité horticole : elle loue des terrains de surface réduite et y cultive surtout des oignons et des carottes qu'elle écoule sur les marchés. Les bénéfices réalisés grâce à ces deux crédits, associés au troisième emprunt, lui donnent accès à l'activité d'embouche de gros bétail. Elle a même eu l'occasion de bénéficier de formation et d'assistance techniques d'une entité spécialisée. Finalement, ses revenus capitalisés lui ont permis de lancer une petite épicerie dans sa communauté. Au niveau familial, Felicitas a pris confiance en ses capacités d'initiative ; elle reçoit l'appui de son mari qui valorise son travail.

► L'expérience d'Engrasia

Engrasia est une jeune femme qui élevait des enfants en bas âge au moment

de son premier crédit. Pas question dès lors pour elle d'exercer une activité à l'extérieur de son foyer. Elle a investi son premier prêt dans l'achat d'une vache et son activité lui a réussi. Elle a ensuite diversifié son élevage (porcs) et investi son deuxième crédit dans le lancement d'une boutique, son habitation étant idéalement située. Les crédits ultérieurs (150 dollars environ) lui ont permis de consolider ses deux activités. Au fil du temps, Engrasia a développé un réel sens des affaires. Petit à petit, elle a commencé à circuler dans d'autres communautés pour repérer des opportunités. Elle a ainsi le projet d'ouvrir un dépôt de boissons qui desservirait plusieurs communautés de la région de Chumbivilcas. Engrasia a aussi eu la possibilité de suivre des formations sur le droit, l'estime de soi et la violence familiale. Son couple est uni ; les responsabilités sont partagées et l'estime est mutuelle.

► Les revers de Damiana

Damiana a investi des deux premiers prêts dans le maraîchage. Son activité marchait bien. Cependant, avec le troisième prêt, elle a décidé de changer d'activité et est passée à la vente de bois d'eucalyptus. Par manque d'information, elle s'y est lancée sans avoir la moindre autorisation officielle. Elle a dès lors dû recourir à un autre crédit pour rembourser MIDE. Par conséquent, son quatrième crédit (300 dollars) a été d'un montant inférieur : elle l'a consacré à la culture de pommes de terre. Hélas, elle n'a pas pris en considération le fait que les prix sont actuellement au plus bas...

Le cas de Damiana montre que l'information est un facteur essentiel dans la réussite d'une activité. Damiana a ainsi perdu une grande partie de son capital et dû recommencer son activité horti-

cole à partir de zéro. Malgré ces difficultés, Damiana a remboursé MIDE en grande partie. Elle est encore redevable de 50 dollars.

Le coût de l'intervention

À quel coût MIDE parvient-il à desservir une population défavorisée ? et la perspective de durabilité du service est-elle assurée ?

La tendance observée est que MIDE couvre par ses revenus de services financiers une part importante de ses coûts directs : 89,9% en 1999 ; 96,4% en 2001. Ceci signifie que l'équilibre actuel de MIDE reste malgré tout tributaire de subsides, notamment pour ce qui concerne les coûts indirects (promotion et formation des clientes).

Autre élément intéressant : le coût unitaire du crédit. Si on a pu observer une tendance à la hausse sur la période 1994-1999 (pour arriver à un coût de l'ordre de 80 dollars par opération), l'accroissement important de la clientèle en 2000 et 2001 a permis de ramener ce coût à moins de 50 dollars. Il est intéressant de poser la question de savoir si la "société" estime ce coût justifié pour desservir avant tout des femmes pauvres et très pauvres, et pour faire évoluer positivement des situations de violence familiale ou des facteurs tels que la valorisation des femmes et l'accès à l'éducation pour les filles.

Critères de réussite

L'expérience de MIDE, malgré certaines limites quant à son envergure, fait son bonhomme de chemin. Cet élément est remarquable dans le contexte

des zones rurales de Cusco marqué par la déconfiture de plusieurs institutions de microfinance.

Différents facteurs, absents auprès d'autres systèmes financiers locaux, expliquent ce fait :

- MIDE a mis au point une méthodologie et des outils adaptés à la réalité des communautés locales ;
- l'approche est décentralisée et compte sur une réelle participation populaire qui permet de limiter les coûts de transaction ;
- MIDE met en œuvre une politique de proximité, géographique et sociale : les agents de crédit se déplacent par les transports en commun et la direction se montre très présente sur le terrain, ce qui favorise largement l'intégration de MIDE dans le paysage local.

Ces critères rappellent opportunément que toute démarche d'appui au développement ne peut atteindre les objectifs poursuivis que si ses concepteurs ont tenu compte des aspects sociaux et culturels des populations bénéficiaires dans l'élaboration même des objectifs et dans les modalités de travail.

SOS Faim et la microfinance

SOS Faim travaille depuis de nombreuses années dans le domaine de la microfinance et appuie les démarches de partenaires engagés dans ce secteur en Afrique et en Amérique latine.

Parmi ces partenaires, on retrouve entre autres : Kajo-Jiginew au Mali ; DECSI et SFPI en Éthiopie ; Edpyme Proempresa, Edpymes Confianza, MIDE et FondeSurco au Pérou ; Sointral au Chili ; FADES en Bolivie et MC² au Cameroun.

Comme tout outil de développement, la microfinance doit être interrogée dans ses finalités, ses modalités et ses conditions de mise en œuvre. C'est dans cet esprit que SOS Faim publie notamment "Zoom microfinance". Sept premiers numéros se sont déjà penchés sur des initiatives menées en Afrique et en Amérique latine.

Vous pouvez retrouver ces numéros ainsi que la présente édition, en version téléchargeable en français, en anglais et en espagnol, sur le site internet de SOS Faim Belgique : www.sosfaim.be

Autres publications de SOS Faim

Crédit et développement rural en Amérique Latine (édition en français et en espagnol). FADES-SOS FAIM, éditions Action pour le développement, 1995.

Pour de nouvelles approches de l'aide au développement. Quels outils financiers pour une coopération équitable ? SOS FAIM-COTA, actes du colloque, 1994.

Edition spéciale de Défis-Sud, **Le financement alternatif**, octobre 1996.

Edition spéciale de Défis-Sud, **La microfinance lutte-t-elle contre la pauvreté ?**, octobre 2000. Sommaire consultable sur www.sosfaim.be/Defis-Sud

La réglementation de la microfinance en Éthiopie, Nicole Hogger, communication au séminaire SOS Faim, La Paz, octobre 2001.

De ONGs Financieras : a Fondos Financieros Privados, la experiencia boliviana. Hugo Rivas Guerra, Rafael E. Rojas L., Edition SOS Faim, 2002.

Signalons également la réalisation d'un documentaire audiovisuel sur l'expérience de Kafo Jiginew, "Les Greniers de l'argent", de Jean-Michel Rodrigo, Mécanos Production, 2001, copie disponible à SOS Faim Belgique moyennant participation aux frais d'envoi.

Si vous souhaitez contribuer au débat lancé par SOS Faim sur la microfinance, n'hésitez pas à nous communiquer vos réflexions et interrogations soit par courrier soit par voie électronique.

Ce bulletin a été réalisé par Marc Mees (mmees@sosfaim.be), responsable des projets à SOS Faim.

Sources :

El microcredito : semilla para el desarrollo – MIDE – 2001

La crise du microcrédit rural dans la région de Cusco (Pérou) – Analyse institutionnelle, de satisfaction et socio-politique, Aurore de Crombrugge, Mémoire défendu à L'Institut d'Administration et de Gestion – Université catholique de Louvain – 2001.

SOS Faim – Action pour le développement
Rue aux Laines, 4 – B 1000 Bruxelles – Belgique
Tél : 32-(0)2-511.22.38 – Fax : 32-(0)2-514.47.77
E-mail : info@sosfaim.be – Site internet : www.sosfaim.be

SOS Faim – Action pour le développement
Résidence "Um Deich" bloc C, 9 rue du Canal
L - 4050 Esch-sur-Alzette – Grand Duché du Luxembourg
Tél : 352-49.09.96 – Fax : 352-26.48.09.01
E-mail : info@sosfaim.org – Site internet : www.sosfaim.org

"Zoom microfinance" est réalisé avec le soutien de la Direction Générale de la Coopération internationale de Belgique et le ministère des Affaires étrangères luxembourgeois.